

nous voici : Amérique latine et Caraïbes



Nous sommes le principal partenaire de l'Amérique latine et des Caraïbes en matière de développement



LA BID

» Le Groupe de la BID est constitué de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Société interaméricaine d'investissement (SII) et du Fonds multilatéral d'investissement (MIF).

» La BID est la plus grande source de financement multilatéral en Amérique latine et aux Caraïbes. Depuis sa fondation en 1959, elle œuvre en faveur du développement économique et social des pays de la région.

» 26 des 48 pays membres de la BID sont des pays emprunteurs d'Amérique latine et des Caraïbes.

» Ensemble, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes détiennent 50,02 % des droits de vote au Conseil d'administration de la Banque.

» La Banque utilise les ressources de son Capital ordinaire, qui se monte actuellement à \$101 milliards, pour la plupart de ses opérations de prêts. Le Fonds des opérations spéciales (FOS) met des res-

sources à la disposition des pays les plus pauvres de la région.

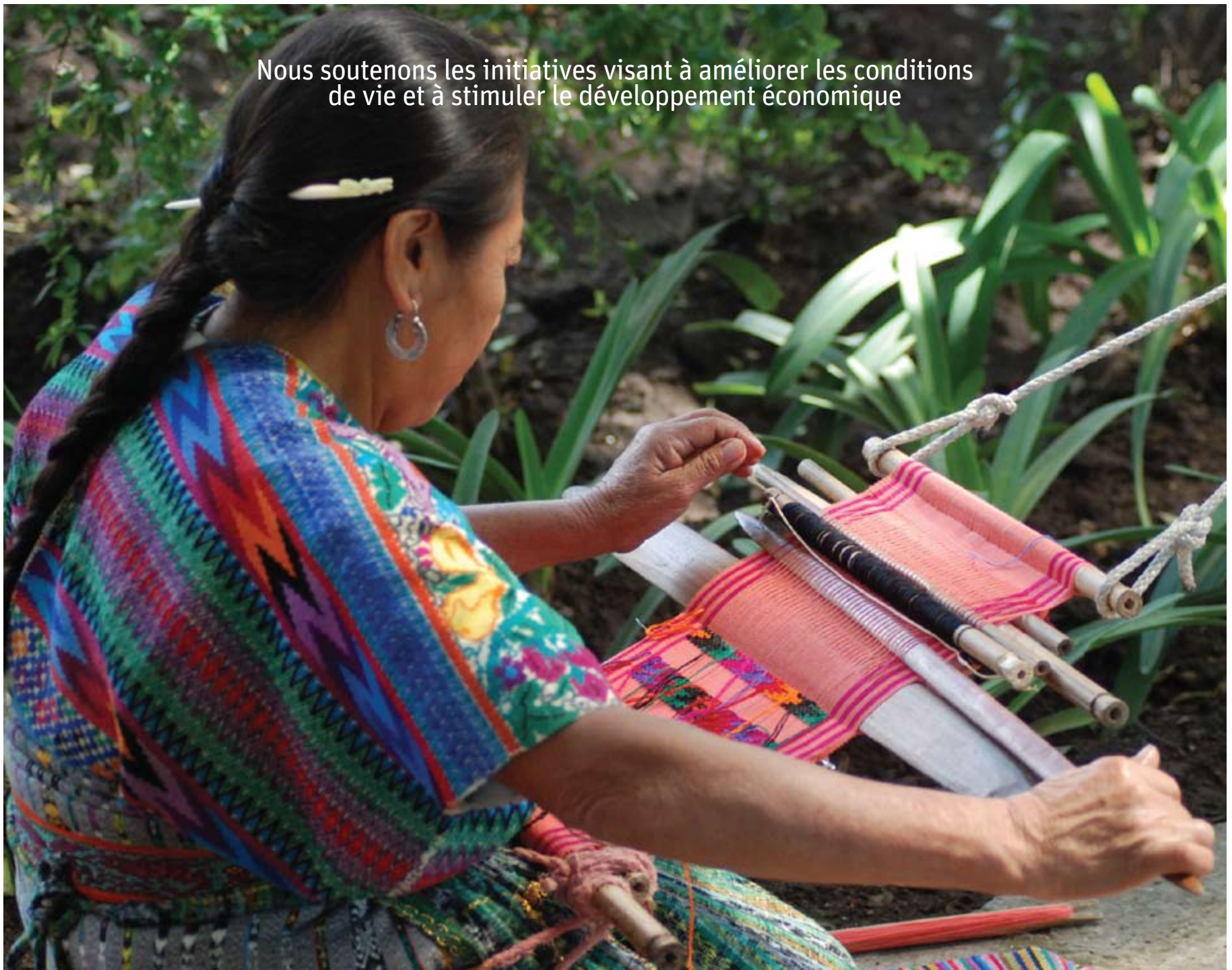
» Au cours des dernières années, la BID a approuvé en moyenne \$10 milliards par an pour le financement de projets dans des secteurs clés comme l'infrastructure, l'énergie, l'eau, l'éducation et la santé.

» La plupart des prêts de la BID sont destinés à financer des projets du secteur public, bien qu'une part importante de ses opérations soit orientée vers le secteur privé.

» La Société interaméricaine d'investissement accorde chaque année en moyenne \$400 millions de prêts et de garanties aux petites et moyennes entreprises de la région.

» Les dons offerts au secteur par le Fonds multilatéral d'investissement, qui soutient la microfinance en Amérique latine et aux Caraïbes, se chiffrent en moyenne à \$100 millions par an.

Nous soutenons les initiatives visant à améliorer les conditions de vie et à stimuler le développement économique



QUI SOMMES NOUS ?

Quel est le point commun entre le Canal de Panama, les orchestres de jeunes du Venezuela, le programme Favela-Bairro à Rio de Janeiro et l'institution de microfinance haïtienne Fonkoze ? Ils ont tous bénéficié de l'appui de la Banque interaméricaine de développement, la principale source de financement multilatéral d'Amérique latine et des Caraïbes.

Établie en 1959 dans le but de promouvoir le développement économique et social, la BID fonctionne comme une grande coopérative. Grâce aux contributions de ses États membres, la BID octroie des crédits à des termes et conditions favorables à ses clients. Outre son appui financier, la BID promeut le développement du savoir sur des thèmes pertinents pour le développement de la région.

Tout au long de ses 50 ans d'existence, la BID s'est affirmée en tant qu'institution novatrice et partenaire fiable de l'Amérique latine et des Caraïbes. Elle a été à l'avant-garde des initiatives de financement de programmes sociaux qui améliorent la qualité de vie et réduisent la pauvreté. À l'heure actuelle, les principales initiatives de développement de ses pays membres emprunteurs incluent la modernisation des infrastructures, le développement de sources d'énergie de substitution et l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.

NOS MEMBRES

La BID compte 48 pays membres, dont 26 sont des membres emprunteurs : l'Argentine, les Bahamas, La Barbade, le Belize, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, L'Équateur, El Salvador, le Guatemala, la Guyane, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, le Suriname, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela. Ses membres non emprunteurs sont le Canada, les États-Unis, Israël, le Japon, la République de Corée, la République populaire de Chine et 16 pays européens : L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède et la Suisse.

Les droits de vote de chaque pays sont déterminés par sa contribution au Capital ordinaire, la principale source de financement de la BID. Contrairement à la plupart des institutions financières internationales, les pays membres emprunteurs de la Banque détiennent la majorité des actions et des droits de vote au Conseil d'administration (50,02 % des voix).

NOS INSTANCES DIRIGEANTES

Le Conseil des gouverneurs est la plus haute instance de la BID, constituée de représentants de chacun des 48 États membres. La majorité des gouverneurs sont des ministres des Finances ou des présidents de banque centrale. Le Conseil des gouverneurs se réunit une fois l'an pour approuver les états financiers de la Banque et examiner les principales décisions politiques.

Composé de 14 représentants des pays membres, le Conseil d'administration supervise les opérations de la Banque au quotidien. Les administrateurs approuvent les stratégies nationales et sectorielles, les politiques opérationnelles et les prêts. Par ailleurs, ils fixent les taux d'intérêt des prêts de la Banque, autorisent les emprunts sur les marchés de capitaux et approuvent le budget administratif de l'institution.

Élu par le Conseil des gouverneurs pour un mandat de cinq ans, le Président de la BID dirige les opérations et les affaires administratives de la Banque, assisté d'un Vice-président exécutif et de quatre Vice-présidents.

Nous fournissons des ressources financières et une assistance technique
à nos 26 pays membres emprunteurs



QUE FAISONS-NOUS ?

En tant que principal partenaire pour le développement économique, social et institutionnel de l'Amérique latine et des Caraïbes, la BID fournit des ressources financières ainsi qu'une assistance technique aux gouvernements, entreprises et organisations de la société civile de ses 26 pays membres emprunteurs.

Elle met à la disposition de ses clients une gamme variée d'instruments financiers : des prêts pour des projets d'investissement dans les secteurs public et privé, pour des réformes politiques et pour juguler les crises financières. La Banque octroie aussi des garanties de crédit partielles et des dons au titre de la coopération technique et pour soutenir la reprise après des catastrophes naturelles.

En étroite collaboration avec ses États membres emprunteurs, la BID conçoit et développe des programmes et des projets dans divers secteurs vitaux pour le développement durable et équitable. Elle concentre ses efforts dans les domaines suivants, considérés comme prioritaires par ses clients : l'infrastructure, l'énergie durable et le changement climatique, l'eau et l'assainissement et l'éducation. La Banque soutient en outre les initiatives qui s'attaquent aux problèmes structurels.

ORIGINE DE NOS FONDS

» **CAPITAL ORDINAIRE** : source de la majorité des prêts au secteur public, le Capital ordinaire de la Banque s'élève à \$101 milliards. Ses ressources sont constituées du capital d'apport et du capital exigible souscrit par les pays membres de la BID, ainsi que des réserves et des fonds empruntés sur les marchés internationaux.

» **FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES** : les ressources de ce fonds sont utilisées pour les dons et les prêts subventionnés accordés aux économies les plus faibles de la région. Depuis la création de la BID, ses pays membres y ont apporté une contribution de \$10 milliards au total. En 2008, les actifs du fonds s'élevaient à \$6,3 milliards.

» **FONDS ADMINISTRÉS** : la BID administre 44 fonds fiduciaires constitués de dotations individuelles de pays membres ou de dotations de groupes de pays. Les fonds fiduciaires représentent une importante source de financement pour les programmes de coopération technique, notamment en ce qui concerne la conception de projets, l'évaluation de leur viabilité, la formation et le renforcement des capacités dans les pays emprunteurs.

» **EMPRUNTS** : En 2008, la BID a émis des obligations d'une valeur de \$11,1 milliards pour financer des prêts garantis par son Capital ordinaire. Grâce à sa notation triple A, c'est-à-dire la plus élevée, la BID peut accorder des crédits à bas prix et prêter des ressources à ses clients à des taux préférentiels.

OÙ TRAVAILLONS-NOUS ?

Le siège de la BID se trouve à Washington et elle possède des bureaux dans ses 26 pays membres emprunteurs. Les bureaux extérieurs jouent un rôle essentiel dans l'identification et la préparation de nouveaux projets ainsi que dans l'exécution et l'évaluation des initiatives en cours.

Les bureaux de la BID à Paris et à Tokyo travaillent avec les ONG, les entreprises et les gouvernements européens et asiatiques qui s'intéressent au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes.

La BID compte près de 2 000 employés. La majorité du personnel a toujours été basée à Washington. Cependant, la Banque est en train de mettre en œuvre une politique de décentralisation visant à envoyer plus de spécialistes sur le terrain afin de renforcer la coopération avec les clients. Au terme de ce processus, la moitié du personnel sera basée dans les pays membres emprunteurs.



Nos efforts se concentrent dans des domaines prioritaires pour le développement

DOMAINES PRIORITAIRES

Pour renforcer l'impact de ses actions sur le développement, la BID a décidé d'agir en priorité dans les domaines suivants :

INFRASTRUCTURES

Le développement des infrastructures est indispensable pour un meilleur accès aux marchés internationaux et pour l'intégration régionale. La plupart des pays de la région ont besoin d'accroître leurs investissements dans les infrastructures pour être compétitifs face à d'autres régions du monde. La majorité des entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes reconnaissent que leur développement est freiné par des infrastructures inadéquates.

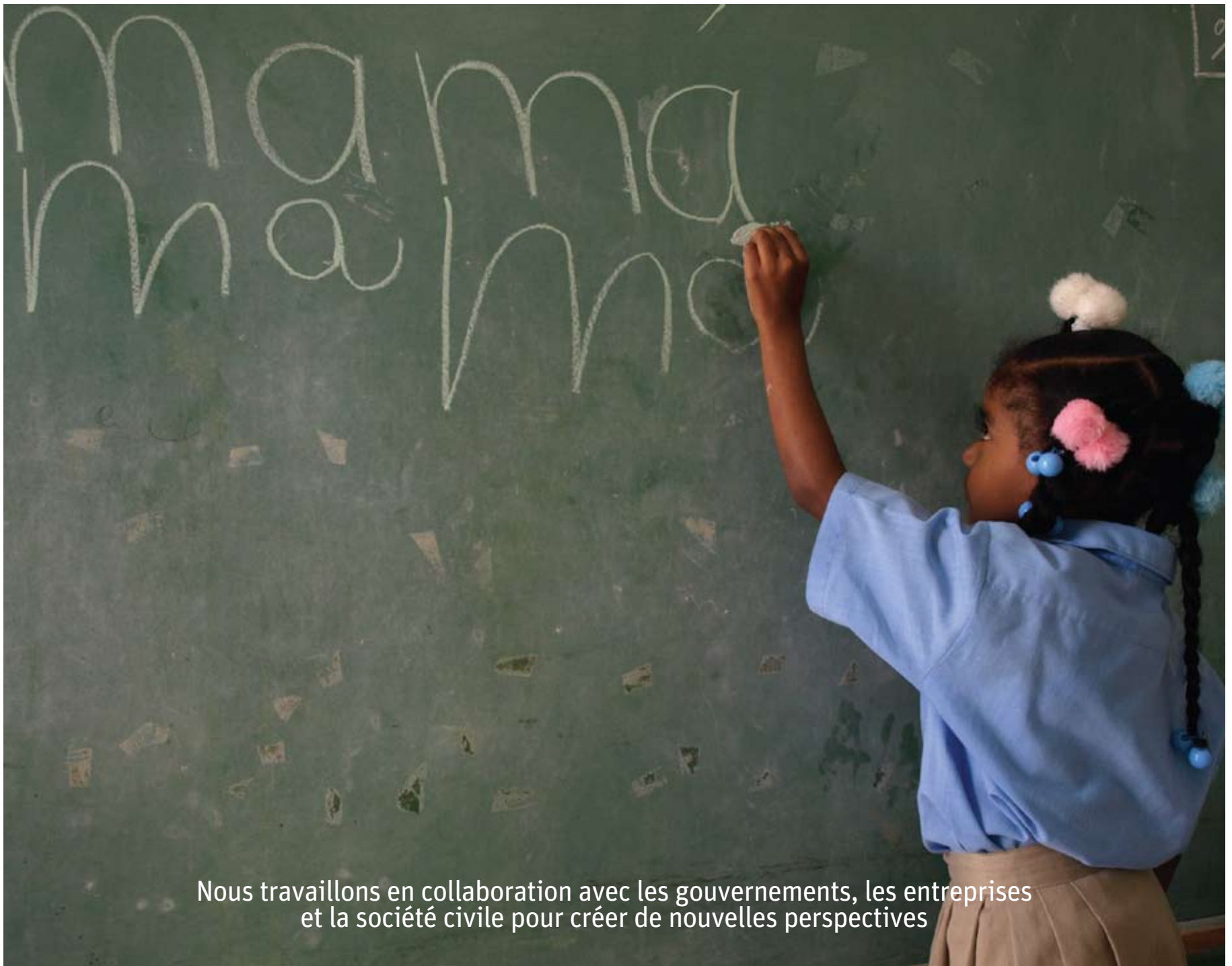
La BID finance des projets d'infrastructures dans les domaines des transports, de l'énergie du développement rural et de la prévention des catastrophes. Au rang de ces projets figure la construction de routes, de ponts, de réseaux électriques, d'oléoducs et de systèmes d'irrigation.

Doté de \$30 millions, le Fonds de la BID pour les infrastructures (InfraFund) appuie les investissements dans les infrastructures partout dans la région. Il est notamment utilisé pour financer les études de faisabilité de projets du secteur public et du secteur privé. Il cible les projets les plus susceptibles d'attirer des capitaux et d'atteindre les objectifs de développement.

EAU ET ASSAINISSEMENT

En dépit des progrès accomplis par la région pour étendre la couverture en eau et assainissement au cours des cinq dernières décennies, des millions de personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes demeurent dépourvues d'accès à ces services. Afin de combler ce déficit, la BID a lancé un programme ambitieux pour stimuler les investissements et l'assistance technique en faveur des villes comptant plus de 50 000 habitants. Ce programme soutient aussi les localités qui souhaitent se doter de leur propre système d'adduction d'eau et d'assainissement. Il appuie les projets de protection des points d'eau aménagés et le renforcement de l'efficacité et de la transparence des entreprises qui s'occupent de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Grâce à l'AquaFund et à d'autres initiatives similaires, la BID entend faciliter les investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (y compris la gestion des déchets solides) et offrir un accès durable et de qualité supérieure à ces services.



Nous travaillons en collaboration avec les gouvernements, les entreprises
et la société civile pour créer de nouvelles perspectives

ÉNERGIE DURABLE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Comme d'autres régions en voie de développement, l'Amérique latine et les Caraïbes sont confrontées à une hausse de la demande énergétique. De plus, les impacts du changement climatique non maîtrisé risquent de compromettre le développement économique et social de la région et d'accroître sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles. L'initiative de la BID pour l'énergie durable et le changement climatique (SECCI) a été créée pour aider les pays membres à relever ces défis.

Elle a pour principaux objectifs d'étendre le développement et d'utiliser des sources d'énergie renouvelable telles que le vent et les biocarburants ; de promouvoir les technologies à haut rendement énergétique et les pratiques économes en énergie ainsi que le financement carbone ; et de financer des stratégies d'adaptation au changement climatique qui réduisent la vulnérabilité climatique du pays.

ÉDUCATION

Malgré les progrès de la région en ce qui concerne l'augmentation du taux de scolarisation et du nombre d'écoles, la qualité de l'éducation et l'égalité de l'accès à celle-ci demeurent problématiques. La BID travaille en collaboration avec les pays de la région pour rechercher des solutions à ces problèmes en fournissant une assistance financière et technique, des outils de recherche, une plateforme de partage des connaissances et des expériences et l'accès à un large réseau d'experts. Les projets d'éducation soutenus par la BID se concentrent sur trois aspects. Le premier est la qualité des enseignants, compte tenu de leur rôle dans l'amélioration des performances scolaires. Le second est le développement de la petite enfance, qui contribue à la réalisation du plein potentiel de l'enfant. Enfin, le troisième aspect est la transition de l'école au monde du travail qui aide les adolescents à acquérir les compétences nécessaires pour réussir leur insertion professionnelle.

OPPORTUNITÉS POUR LA MAJORITÉ

Soixante-dix pour cent des citoyens de la région, soit 360 millions de personnes, gagnent l'équivalent de \$10 par jour. Même si les ressources annuelles combinées de ces consommateurs et producteurs s'élèvent à \$500 millions, très peu d'entreprises subviennent aux besoins des personnes qui se trouvent à la base de la pyramide socioéconomique. Afin de permettre aux citoyens de bénéficier davantage des fruits du développement économique et social, la BID a lancé l'initiative Opportunités pour la majorité. Elle encourage les modèles associant entreprises, pouvoirs publics et société civile pour offrir aux citoyens à faible revenu des produits et services de qualité supérieure, des chances de trouver un emploi et la possibilité de participer à l'économie formelle.

Nous travaillons aussi bien avec de grandes que de petites entreprises



PARTENAIRES DU **SECTEUR PRIVÉ**

La BID appuie le développement du secteur privé et la création d'emplois en Amérique latine et aux Caraïbes. Elle finance des entreprises de toutes tailles, que ce soit de grandes compagnies ou de petites entreprises. Les entrepreneurs du secteur privé peuvent désormais emprunter jusqu'à \$200 millions (parfois \$400 millions dans des cas exceptionnels) pour financer des projets dans divers secteurs.

La Société interaméricaine d'investissement (SII) est spécialisée dans le financement des petites et moyennes entreprises (PME), le premier employeur de la région. Elle accorde la priorité aux pays où les micro, petites et moyennes entreprises ont un accès limité au crédit et aux marchés de capitaux. Elle soutient également l'exportation et facilite l'accès aux nouvelles technologies. Ses instruments financiers comprennent des prêts directs, des investissements en capital,

des lignes de crédit pour les institutions financières et des opérations sur les marchés de capitaux. Avec ses \$706 millions de capital autorisé, la SII peut placer ses ressources sur les marchés pour fournir des financements à hauteur de \$2,9 milliards. En 2008, elle a autorisé de nouvelles opérations d'une valeur d'un peu plus de \$300 millions.

Depuis sa création en 1993, le Fonds multilatéral d'investissement (MIF) a été le chef de file du développement de la microentreprise et de la microfinance dans la région. Le MIF, qui est administré par la BID, a mobilisé plus de \$2,5 milliards pour des projets visant à améliorer les registres d'entreprise, à promouvoir la compétitivité des micro et petites entreprises et à stimuler la création de chaînes de production. Il joue aussi un rôle de pionnier dans la recherche sur les impacts économiques des envois de fonds des émigrés.



Toutes nos opérations intègrent des mesures destinées à garantir l'intégrité et la transparence

PERSPECTIVES COMMERCIALES

Les prêts et les dons de coopération technique de la BID génèrent chaque année plus de 12 000 marchés de fournitures de biens, de services et de travaux de génie civil liés à des projets de développement en Amérique latine et aux Caraïbes. Les marchés sont ouverts aux entreprises, aux organisations et aux experts des pays membres de la BID.

La BID ne gère pas les acquisitions et les marchés liés aux opérations qu'elle finance. Les emprunteurs sont responsables de la mise en œuvre et de l'administration des projets. Cependant, la BID supervise les acquisitions et la passation des marchés pour veiller à leur conformité avec ses politiques et procédures.

Les prêts de la BID financent la construction, la réhabilitation, l'expansion ou la rénovation de bâtiments de services publics, d'écoles, d'hôpitaux et d'usines ; l'approvisionnement en eau et l'assainissement ; les systèmes d'alimentation en gaz naturel et d'irrigation ; des centrales et des réseaux de production, de transmission et de distribution d'électricité ; des routes, des ports, des aéroports des chemins de fer et des gares d'autobus.

Les services de consultants rémunérés par les ressources de la BID incluent des études de faisabilité économique, financière, technique et environnementale ; l'élaboration, le suivi et l'évaluation de projets ; la planification, la supervision et la gestion de projets d'infrastructure ; des analyses juridiques et des audits ; des séances de formation ; et la préparation de documents relatifs aux marchés et aux soumissions.

RECHERCHE

La BID publie des documents de recherche et de travail sur divers thèmes liés au développement économique, social et institutionnel de l'Amérique latine et des Caraïbes. Sa publication phare, *Development in the Americas*, présente des données et des analyses comparées sur les questions de développement les plus pertinentes aujourd'hui en Amérique latine et aux Caraïbes. Les sujets traités jusqu'ici sont les marchés de l'emploi, la qualité de vie et les migrations.

La BID apporte également un appui financier aux réseaux de recherche pour faciliter le partage des connaissances et le débat politique partout à travers l'Amérique latine et les Caraïbes sur des thèmes tels que l'emploi, l'éducation, les échanges internationaux, l'intégration régionale, l'environnement, les catastrophes naturelles, l'administration publique et la lutte contre la pauvreté.

INTÉGRITÉ

Consciente de la menace que représentent la corruption, la fraude et les abus de toutes sortes, la BID applique des politiques et des mécanismes de contrôle dans tous les projets qu'elle finance ainsi que dans les activités de son personnel, qui doit respecter les normes d'intégrité les plus strictes.

Les aspects financiers et opérationnels des projets financés par la BID font l'objet d'une inspection interne et d'audits externes afin de garantir l'utilisation appropriée des ressources et de veiller à ce que les organes d'exécution et les entrepreneurs se soumettent à leurs obligations contractuelles.

Le Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII) enquête sur les allégations de corruption, de fraude et d'abus sur des activités financées par la BID, ainsi que sur les cas de mauvaise conduite parmi les fonctionnaires de la BID. Des sanctions administratives, comme l'interdiction à certains entrepreneurs de participer aux projets de la BID, peuvent être prises. En cas de violation d'une loi, la BID peut en référer aux autorités nationales concernées.

Le Bureau de l'évaluation et de la supervision, qui rend compte au Conseil d'administration, évalue systématiquement les politiques, les stratégies, les programmes, les instruments et les activités de la Banque. Il évalue en outre la performance et la viabilité des projets achevés. Ses analyses, conclusions et recommandations sont indépendantes des activités de la Direction de la BID.

Le Mécanisme d'investigation indépendant permet aux groupes affectés par des projets financés par la BID de solliciter une enquête visant à déterminer si les politiques opérationnelles de la Banque ont été respectées dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet.



PROJETS COURONNÉS **DE SUCCÈS**

EAU

La coopérative COSMOL, qui fournit des services d'adduction d'eau et d'assainissement dans la ville de Montero en Bolivie, a été confrontée à un énorme défi. Sa Direction avait obtenu de la BID \$6,4 millions pour financer l'expansion de son système d'assainissement, mais avait besoin d'un montant supplémentaire de \$1,7 million afin de mettre en œuvre le projet destiné à améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour les 100 000 habitants de la localité.

Bien que les clients de COSMOL soient des associés de la coopérative, bon nombre d'entre eux ne voulaient pas payer les \$2 de frais mensuels supplémentaires nécessaires au financement de l'initiative. Par conséquent, beaucoup de clients se sont retrouvés en défaut de paiement et le projet d'expansion a tourné court.

Alors, le nouveau directeur de la coopérative, avec l'aide d'un spécialiste de la BID, a mis au point une solution très efficace et peu courante. Le COSMOL a offert une assurance médicale de base aux clients qui régleraient leurs factures à temps. Cette proposition a été rapidement acceptée, étant donné que la moitié de la population de Montero ne disposait pas d'assurance médicale. La coopérative a ainsi pu se procurer les fonds nécessaires pour mener à bien l'expansion du système d'assainissement.

Aujourd'hui, la quasi totalité des habitants de Montero dispose d'une assurance médicale et a accès à l'eau et l'assainissement. Ce réseau d'assainissement dessert 65 % de la ville, en particulier les zones où se concentre la majorité de la population.

CAPITAL HUMAIN

Les programmes de transferts monétaires conditionnels, l'un des moyens les plus efficaces pour mettre fin au cycle de pauvreté intergénérationnel qu'a connu la région, ont vu le jour au Mexique. La BID s'est attelée à reproduire ce modèle à succès dans d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le concept est simple : au lieu d'offrir des produits ou des services subventionnés à l'ensemble de la population, les programmes de transferts monétaires conditionnels comme le programme Oportunidades au Mexique offrent de l'argent aux mères chefs de famille. Pour avoir droit à ces avantages, les familles doivent remplir certains critères en matière d'éducation, de santé et de nutrition. Elles doivent notamment inscrire leurs enfants à l'école, leur faire passer régulièrement des visites médicales et veiller à ce qu'ils reçoivent les micro-aliments nécessaires à la croissance et au développement sains des enfants en bas âge.

Outre les milliards de dollars de prêts que la BID a octroyés au Mexique dans le contexte du programme Oportunidades (dont bénéficient cinq millions de familles pauvres), et au Brésil dans le cadre du programme Bolsa Familia (qui vient en aide à 11 millions de familles), la BID assiste les pays dans l'évaluation de leurs programmes de transferts monétaires conditionnels. Ces études sont d'une importance capitale pour améliorer la qualité, l'efficacité et les résultats des prestations.

Bien que les programmes cités ne soient pas la panacée, ils réussissent à améliorer l'accès des pauvres à l'éducation, la santé et la nutrition, et représentent un investissement indispensable au développement du capital humain. En réalité, les transferts monétaires conditionnels occupent désormais une place fondamentale dans les réseaux de protection sociale, surtout en ces temps de crise.



INFRASTRUCTURES

Des infrastructures de transports adéquates sont indispensables au développement économique et social. Non seulement le mauvais état des routes augmente les coûts de transport et de production, mais en plus il limite l'accès des populations vivant dans les zones reculées aux possibilités d'emploi, aux écoles et aux services de santé. C'est le cas notamment de Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère, où le réseau routier a diminué entre 1991 et 2004. Pendant cette période, Haïti a perdu près de la moitié de ses routes rurales par détérioration ou faute d'entretien.

Cette situation tragique est en train de changer grâce aux énormes investissements du gouvernement haïtien dans la construction et l'aménagement de routes et d'autoroutes, qui contribueront à l'intégration et à la croissance économique des régions du pays. Cette initiative des autorités haïtiennes, soutenue en grande partie par la BID, vise à rétablir les conditions de transit et de sécurité sur un réseau routier qui a été détruit à 80 %. Depuis 2003, la BID a investi des montants considérables, sous forme de prêts et de dons, dans la réhabilitation des principales autoroutes ainsi que des routes secondaires et rurales d'Haïti. Ces projets ont également bénéficié de dons des gouvernements canadien et espagnol et du Fonds de l'OPEP pour le développement international. Avec d'autres organisations internationales, la BID contribue au Fonds d'entretien routier créé pour renforcer les capacités de l'organisme du secteur public chargé de l'entretien du réseau routier en Haïti.





www.iadb.org